



Conseil économique et social

Distr. générale
9 mai 2006
Français
Original: anglais

Comité du programme et de la coordination

Quarante-sixième session

Session d'organisation, 17 mai 2006

Session de fond, 14 août-8 septembre 2006

Point 3 c) de l'ordre du jour provisoire*

Questions relatives au programme : évaluation

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'utilité de l'évaluation thématique pilote

Résumé

Comme l'avait demandé le Comité du programme et de la coordination à sa quarante-troisième session, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) rend compte dans le présent rapport de l'utilité de son évaluation thématique pilote intitulée « Liens entre les activités du siège et des bureaux extérieurs : examen des pratiques optimales en matière d'élimination de la pauvreté dans le cadre de la Déclaration du Millénaire » (E/AC.51/2005/2), qui avait été présentée au Comité à sa quarante-cinquième session en 2005.

L'évaluation thématique pilote a été jugée positive, tant par les acteurs des Nations Unies que par les États Membres, qui ont estimé qu'il s'agissait d'un rapport dont la qualité d'ensemble était excellente ou satisfaisante. On s'est également félicité de la clarté et de la pertinence des conclusions énoncées dans le rapport, de la pertinence de la méthode d'évaluation appliquée ainsi que de la structure générale du rapport. Les acteurs et les États Membres ont en outre estimé que le rapport constituait un instrument utile. Afin d'améliorer l'évaluation thématique pilote, on a notamment suggéré de renforcer les mécanismes de suivi et de responsabilisation, de mieux cibler les analyses et de faire plus largement référence à l'environnement des Nations Unies au sens large, et notamment d'examiner l'importance de la coordination entre États Membres et entités des Nations Unies. En ce qui concerne la suite donnée aux recommandations formulées dans le rapport, le BSCI a relevé que des mesures avaient été mises en place pour assurer un meilleur partage des

* E/AC.51/2006/1.



informations entre les bureaux extérieurs, les bureaux régionaux et ceux du siège, tenir les équipes de pays mieux informées des activités entreprises par les organismes ne résidant pas sur place, renforcer les liens entre les bureaux extérieurs et les commissions régionales et mieux informer les bureaux extérieurs des activités menées par le Département des affaires économiques et sociales.

Les enseignements tirés de l'évaluation thématique pilote pourront être utilisés pour améliorer les rapports futurs. Le BSCI a appliqué plusieurs d'entre eux à sa présente évaluation thématique des réseaux de gestion du savoir dans le cadre des objectifs de la Déclaration du Millénaire. Il s'agit tout particulièrement de la nécessité de définir avec précision la portée à donner à l'évaluation eu égard aux contraintes de temps et à la limitation des ressources et d'élaborer des recommandations qui soient les mieux adaptées aux questions multisectorielles qui se posent à l'échelle du système ainsi qu'aux vulnérabilités. Aussi le BSCI a-t-il mis l'accent dans sa présente évaluation thématique sur les questions dont l'importance stratégique et la pertinence étaient les plus marquées, tenu des consultations avec les principaux acteurs, tiré parti des initiatives pertinentes prises au niveau institutionnel et instauré des partenariats avec des organismes de coordination tels que le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Un très vif intérêt a été manifesté tant pour la présente évaluation que pour les évaluations thématiques futures.

Constatant l'accueil positif réservé à l'évaluation thématique pilote et à son utilité en tant qu'instrument d'évaluation au niveau multisectoriel et à l'échelle de l'Organisation tout entière d'une question d'actualité, d'intérêt stratégique et de portée pertinente, le BSCI estime que des évaluations thématiques devraient continuer d'être menées régulièrement à l'avenir.

I. Introduction

1. À sa quarante-troisième session, le Comité du programme et de la coordination a décidé de reporter à sa quarante-quatrième session le choix d'un sujet pour l'évaluation thématique, ce sujet devant être présenté au Comité à sa quarante-cinquième session, puis examiné à la quarante-sixième session pour que l'utilité en soit déterminée¹. En 2004, le Comité a retenu le thème intitulé « Liens entre les activités du siège et des bureaux extérieurs : examen des pratiques optimales en matière d'élimination de la pauvreté dans le cadre de la Déclaration du Millénaire »². En 2005, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a présenté son rapport à ce sujet (E/AC.51/2005/2) à la quarante-cinquième session du Comité. Le présent rapport a été établi comme suite à la demande du Comité et rend donc compte de l'utilité de l'évaluation thématique pilote.

II. Méthode

2. Trois méthodes ont été utilisées aux fins du présent examen : a) une enquête de satisfaction de la clientèle s'adressant aux principaux acteurs des Nations Unies concernés par l'évaluation thématique pilote³, b) une enquête de satisfaction de la clientèle à l'intention des représentants du Comité à sa quarante-cinquième session⁴ et c) suivi systématique par le BSCI des recommandations formulées à l'issue de l'évaluation. On a également recueilli des échos des responsables de programme dans le cadre d'une enquête à l'échelle du Secrétariat menée en 2006 pour l'établissement du rapport biennal du BSCI sur le thème intitulé « Meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale ». Le présent examen a été mené moins d'un an après la publication du rapport sur l'évaluation thématique pilote, et un délai supplémentaire sera nécessaire pour pouvoir déterminer de façon concluante l'impact de l'évaluation. Le BSCI a donc donné son avis au sujet de l'utilité de l'évaluation thématique pilote en analysant les observations des utilisateurs, en examinant la suite qui avait été donnée aux recommandations formulées et en déterminant les enseignements qui pourraient en être tirés pour améliorer à l'avenir l'établissement des rapports d'évaluation thématique.

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-huitième session, Supplément n° 16 (A/58/16)*, par. 529.

² *Ibid.*, cinquante-neuvième session, *Supplément n° 16 (A/59/16)*, par. 399.

³ L'enquête avait été envoyée au secrétariat du Conseil des chefs de secrétariats des organismes des Nations Unies pour la coordination, au Groupe des Nations Unies pour le développement, au Département des affaires économiques et sociales, au Bureau des commissions économiques régionales à New York, au Programme des Nations Unies pour le développement, au Fonds des Nations Unies pour l'enfance ainsi qu'à une équipe de pays des Nations Unies avec laquelle le BSCI s'était entretenu lors de l'évaluation pilote. Des réponses ont été reçues de sept personnes représentant six entités différentes. Les intéressés seront désignés dans le présent rapport sous l'appellation « acteurs » ou « acteurs interrogés ».

⁴ Sept missions ont répondu à l'enquête.

III. Historique

3. En vertu du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, le BSCI a pour mandat d'entreprendre des évaluations visant à déterminer aussi systématiquement que possible « l'intérêt, l'efficacité, la productivité et l'effet des activités de l'Organisation eu égard à leurs objectifs »⁵. Traditionnellement, le BSCI s'était acquitté de ce mandat en effectuant des évaluations approfondies des programmes exécutés par le Secrétariat. Toutefois, en 2002, il a proposé d'ajouter des évaluations thématiques à son programme de travail. Les évaluations sont ciblées sur un seul sujet ou une seule activité de caractère multisectoriel et ont pour objet d'évaluer les effets cumulatifs de multiples programmes ayant des objectifs communs. Il s'agit également d'évaluer la coordination et la coopération entre les programmes et d'étudier dans une perspective institutionnelle les questions et les sujets présentant un intérêt et une importance stratégiques. Le BSCI a noté que les évaluations thématiques complétaient par conséquent les évaluations approfondies de programmes spécifiques en établissant une évaluation multisectorielle de la performance ainsi que de l'impact sur l'Organisation. À la quarante-quatrième session du Comité en 2004, le BSCI a présenté un rapport sur la définition d'autres thèmes pour une évaluation thématique pilote, dans lequel on proposait trois thèmes possibles⁶. Le Comité a relevé que ces trois thèmes étaient tous importants et méritaient d'être étudiés et il a finalement retenu le thème Évaluation des liens entre les activités du siège et des bureaux extérieurs : examen des pratiques optimales en matière d'élimination de la pauvreté dans le cadre de la Déclaration du Millénaire.

IV. Conclusions

A. Réactions au rapport

Introduction du rapport au Comité

4. Lorsque le rapport sur l'évaluation thématique pilote a été présenté au Comité à sa cinquante-cinquième session, on a jugé qu'il s'agissait d'un instrument utile et opportun et qu'il illustre bien l'intérêt que pouvait présenter une approche thématique de l'évaluation. Plusieurs délégations ont constaté avec préoccupation que le rapport ne traitait pas de façon adéquate la question de la coordination entre les États membres et les organismes des Nations Unies⁷. En formulant certaines réserves, le Comité a approuvé tous les résultats et conclusions énoncés dans le rapport.

Qualité d'ensemble

5. Aussi bien les acteurs des Nations Unies que les États Membres pensent le plus grand bien de l'évaluation thématique pilote. Sur les sept acteurs interrogés, cinq estiment que la qualité du rapport dans son ensemble est satisfaisante, et deux

⁵ ST/SGB/2000/8, art. 7.1.

⁶ E/AC.51/2004/2, par. 18.

⁷ En réponse à cette préoccupation, le BSCI a reconnu la nécessité d'une telle coordination tout en précisant qu'une telle analyse dépassait la portée de l'évaluation.

qu'elle est excellente. Les sept États Membres qui ont répondu à l'enquête ont également tous estimé que la qualité d'ensemble du rapport était satisfaisante. Les directeurs de programme qui ont répondu à l'enquête menée par le BSCI au sujet d'une meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale ont également formulé des opinions positives.

6. Les observations spécifiques faites à propos du rapport en illustrent l'utilité. Le rapport a été décrit par les personnes interrogées comme constituant « un examen excellent des réalités de la coordination dans ce domaine » et une « analyse très utile et rarement établie à l'échelle institutionnelle de la cohérence du système des Nations Unies ». Selon d'autres observateurs, le rapport était bien rédigé, est axé sur les questions pertinentes et constitue un apport utile.

Conclusions et recommandations de l'évaluation

7. Les conclusions et recommandations formulées dans le rapport sont également accueillies avec satisfaction. En premier lieu, la plupart des acteurs interrogés jugent que les conclusions comme les recommandations formulées dans le rapport sont d'une excellente clarté (une minorité des personnes interrogées qualifiant cette clarté de satisfaisante) et pratiquement tous les intéressés jugent excellente ou satisfaisante la pertinence des conclusions et recommandations⁸. La qualité de la méthode d'évaluation et la structure d'ensemble du rapport sont également notées très favorablement. De l'avis des États Membres, les recommandations formulées dans le rapport sont claires, utiles et d'intérêt pratique.

8. Le BSCI a relevé qu'un certain nombre d'observations faites au sujet du rapport portait sur le suivi en général des recommandations qui y étaient formulées, mais les questions soulevées n'étaient pas propres à ce rapport exclusivement. Quelques-uns des acteurs interrogés, sans contester le bien-fondé et l'utilité des recommandations, estimaient que, faute d'un processus de suivi plus structuré et plus clairement défini, leur effet serait limité. Selon l'un d'eux, ce dont on avait besoin était de disposer de mécanismes de suivi assortis de délais spécifiques et désignant des parties responsables, ainsi que de définir des critères permettant d'évaluer les progrès réalisés; de l'avis d'un autre, il faudrait asseoir sur des bases plus solides le dispositif de responsabilisation des directeurs. Un autre acteur a déclaré que la véritable difficulté tient au fait que dans le système des Nations Unies, on ne dispose pas de mécanismes adéquats permettant de donner suite à la multiplicité des recommandations formulées par différents organes, qui sont dans de nombreux cas éminemment fondées, mais pour lesquelles notre capacité de mise en œuvre est limitée.

Utilité de l'évaluation

9. En ce qui concerne l'utilité du rapport, six acteurs sur sept ont estimé qu'il s'agissait d'un instrument très utile ou utile (le rapport était jugé dans un cas comme assez utile) et les sept États Membres ont considéré tous que le rapport leur était utile. Aucun des acteurs et seulement un État Membre ont indiqué qu'il aurait fallu que le rapport contienne des informations supplémentaires pour pouvoir bien cerner

⁸ L'un des acteurs interrogés estime que la pertinence des principales recommandations est assez satisfaisante.

le sujet retenu⁹. Toutefois, peu d'acteurs ont indiqué en fait de quelle manière on aurait pu procéder pour que le rapport fût encore plus utile, notamment en renforçant les mécanismes de suivi et en étudiant plus avant certaines questions fondamentales, en particulier celles qui étaient soulevées dans le rapport intitulé Examen triennal des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies¹⁰.

Améliorations proposées

10. Les acteurs et les États Membres ont offert un certain nombre de suggestions visant à améliorer le rapport d'évaluation thématique pilote. Il s'agissait notamment de présenter le rapport lors des réunions de hauts responsables et d'œuvrer de concert avec les différentes entités en vue de mettre au point des plans d'action permettant d'appliquer les recommandations, d'utiliser le rapport pour instaurer un dialogue avec les principaux décideurs, d'établir des analyses plus détaillées et mieux ciblées, d'élargir la portée de l'analyse de manière à y inclure l'environnement plus vaste dans lequel œuvre l'Organisation des Nations Unies et d'insister davantage sur le rôle exercé par les gouvernements nationaux, notamment en ce qui concerne la coordination entre les équipes de pays et les gouvernements, aux fins d'éliminer la pauvreté.

Suivi de l'évaluation

11. En ce qui concerne le suivi des recommandations formulées dans le rapport, le BSCI procédera comme de coutume et prendra donc contact avec les clients appropriés tous les six mois; il rendra compte du résultat de ces entretiens au Comité lors de l'examen triennal de 2008. Il convient de noter qu'il serait à ce stade prématuré d'évaluer l'application des recommandations formulées dans le rapport, mais on relèvera qu'en décembre 2005 et en janvier 2006, le BSCI s'est effectivement entretenu avec les entités des Nations Unies responsables pour déterminer l'état d'application des recommandations d'évaluation¹¹.

12. Les mesures ci-après sont actuellement prises pour donner suite aux recommandations formulées dans le rapport d'évaluation thématique pilote :

a) En ce qui concerne la nécessité de favoriser le partage des informations (recommandation 2), le Groupe des Nations Unies pour le développement a constitué un groupe de travail sur la gestion du savoir qui a l'intention d'exécuter un projet pilote sur le VIH/sida, et le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CCS) joue un rôle de pointe en ce qui concerne l'élaboration d'une stratégie de partage du savoir à l'échelle du système. Par ailleurs, le Groupe s'efforce actuellement d'étendre à l'ensemble du système des Nations Unies son réseau consacré aux politiques en matière de droits de l'homme et prête par ailleurs son concours aux responsables des programmes du Secrétariat pour leur permettre de mettre en place leurs propres réseaux de gestion du savoir.

⁹ Les informations supplémentaires demandées concernaient la question de la coordination entre les entités des Nations Unies et les gouvernements nationaux.

¹⁰ A/59/85-E/2004/68.

¹¹ Ce suivi s'est effectué dans le cadre des mesures systématiques de suivi des recommandations prises par le BSCI en ce qui concerne tous ses rapports deux fois par an. Les entités auxquelles les recommandations ont été adressées n'ont pas toutes répondu à au moins deux demandes du BSCI en ce qui concerne l'actualisation du suivi.

Enfin, le réseau de praticiens du Programme des Nations Unies pour le développement intervenant dans le domaine de la réduction de la pauvreté fait désormais partie d'une communauté plus vaste de praticiens visant à mieux intégrer ce réseau dans le système des Nations Unies;

b) En ce qui concerne la nécessité de mieux informer les bureaux de pays des activités que mènent les organismes du Secrétariat non résidents ou dont la présence dans le pays est limitée [recommandation 3 a)], le Groupe a créé un groupe de travail interinstitutions sur les organismes non résidents qui formulera des recommandations ayant pour objet de mieux inciter ces organismes à participer aux travaux des équipes de pays et d'améliorer l'accès des équipes de pays aux connaissances des organismes qui n'ont pas d'antenne sur place. Le Groupe mène ces activités en étroite collaboration avec le Comité de haut niveau sur les programmes du Conseil des chefs de secrétariat, le rapport final du groupe de travail devant être établi d'ici à janvier 2006;

c) En ce qui concerne la nécessité de renforcer les capacités de la structure de communication que constitue le système des coordonnateurs résidents (recommandation 9), les initiatives ci-après se poursuivent : le groupe de travail interinstitutions chargé des questions relatives aux coordonnateurs résidents a établi à l'intention des coordonnateurs résidents un cadre de responsabilisation auquel il a souscrit d'un commun accord; un rapport établi par une équipe spéciale au sujet de l'évaluation, de la sélection, du soutien et de la formation des coordonnateurs résidents a été présenté au CCS; et un projet pilote de formation commune à l'intention des coordonnateurs résidents et des représentants des organismes sera mis en route en octobre 2006;

d) En ce qui concerne les mesures propres à favoriser un échange plus poussé d'informations entre les commissions régionales et les bureaux de pays (recommandation 4), on s'efforce à l'heure actuelle d'intégrer les connaissances analytiques et techniques des commissions régionales au niveau national en facilitant leur participation accrue aux processus et cadres mis en place au niveau des pays, en leur apportant une assistance technique et en organisant des réunions régionales de coordination ainsi que des tribunes de partage du savoir. Par ailleurs, le Bureau des commissions régionales à New York assure la coprésidence du groupe de travail sur les organismes non résidents relevant du Groupe des Nations Unies pour le développement dont il est fait mention plus haut;

e) En ce qui concerne la nécessité de mieux informer les bureaux de pays des activités menées par le Département des affaires économiques et sociales [recommandation 3 b)], le Département s'emploiera à mieux promouvoir ses activités par le lancement sur place de ses publications et de ses bulletins d'alerte dans le domaine de la lutte contre la pauvreté.

B. Enseignements tirés

13. Comme indiqué dans le document de travail sur les propositions concernant les évaluations thématiques futures du Bureau des services de contrôle interne (E/AC.51/2005/CRP.1), un certain nombre d'enseignements avaient été tirés de l'évaluation thématique pilote. L'une des difficultés était de bien définir la portée de l'évaluation et d'en cibler les objectifs, eu égard aux ressources et au laps de temps

qui avaient été impartis pour son exécution. On a par ailleurs dégagé divers autres enseignements, à savoir :

- a) Déterminer si l'évaluation s'intégrera dans le cadre d'une perspective plus vaste à l'échelle du système, tout particulièrement si le sujet à l'examen le justifiait, et exécuter cette tâche dans les limites du mandat assigné au BSCI;
- b) Employer une diversité de méthodes d'évaluation;
- c) Entreprendre une analyse des acteurs visant à identifier les principaux d'entre eux;
- d) Engager un processus consultatif avec ces acteurs;
- e) Créer un groupe consultatif chargé de donner des avis et de rendre compte de ses observations tout au long du processus d'évaluation; et
- f) élaborer des recommandations qui traitent des lacunes systémiques et qui s'articulent sur les initiatives en cours au niveau institutionnel.

14. Le BSCI a relevé que la nature multisectorielle et la vaste portée des évaluations thématiques offraient de très grandes possibilités tout en constituant de sérieux obstacles lors de l'exécution de ces examens. Il était très difficile de déterminer les types de recommandations les plus appropriées pour faire face aux questions et vulnérabilités systémiques multisectorielles, ainsi que de définir l'entité à laquelle il serait préférable d'adresser de telles recommandations. Le BSCI a reconnu la nécessité de retenir aux fins des évaluations thématiques les clients qui étaient le mieux à même d'être sensibilisés aux résultats et conclusions systémiques (qui sont applicables à des entités multiples) qui se dégageaient des rapports d'évaluation thématiques et d'y donner suite.

15. Les acteurs du système des Nations Unies et les États Membres ont également fait des suggestions devant permettre de rendre plus utiles les évaluations thématiques futures. Il s'agissait entre autres d'établir des rapports mettant davantage l'accent sur les réalisations concrètes, de mettre en place un cadre plus rigoureux de responsabilisation des directeurs de programme dans le cadre des mesures qu'ils prenaient pour donner suite aux rapports, à engager activement un processus de consultation avec les départements visant à cerner la portée des évaluations futures et à situer les rapports dans le contexte du système des Nations Unies dans son ensemble.

16. Le BSCI a appliqué certains des enseignements ainsi tirés lors de sa deuxième évaluation thématique sur le thème Les réseaux de gestion du savoir aux fins de la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire. Alors que la portée de l'évaluation en cours demeurait relativement vaste, le BSCI a mis l'accent sur les questions qui intéressent plus directement le thème à l'examen et ont appliqué une méthodologie dynamique comportant des éléments tant quantitatifs que qualitatifs. Le BSCI a tiré parti des initiatives institutionnelles pertinentes et tenu des consultations avec les parties prenantes tout au long du processus pour faire en sorte que le rapport d'évaluation soit plus utile et pertinent. À l'occasion de ce processus, le BSCI s'est entretenu régulièrement avec le personnel de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld animant le groupe de travail du Secrétariat sur le partage du savoir. Le BSCI a également tenu des consultations avec le CCS, en particulier en prévision de la constitution d'un groupe de travail qui sera chargé de mettre en place une stratégie et un cadre de gestion du savoir à l'échelle du système

(en fait, dans le mandat assigné à ce groupe de travail, on indique que l'évaluation menée par le BSCI constitue une base pour ses travaux). Enfin, le BSCI s'efforcera par ailleurs de faire examiner le rapport lors des réunions des hauts responsables, ainsi que l'avait proposé un des acteurs.

C. Intérêt manifesté pour les évaluations thématiques du BSCI

17. L'intérêt manifesté par les directeurs de programme pour l'évaluation thématique en cours consacré au thème « Les réseaux de gestion du savoir aux fins de la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire » est très vif, eu égard à l'actualité et à la pertinence du sujet à l'examen et de la capacité du BSCI, grâce à sa fonction d'évaluation au niveau central, de procéder à une évaluation multisectorielle et intéressant l'ensemble du Secrétariat. De nombreux programmes commencent à être davantage axés sur la gestion du savoir et les responsables de ces programmes ont donc manifesté leur vif intérêt pour les conclusions et les recommandations énoncées dans le rapport. Le BSCI note que, eu égard à la nature et à la portée du sujet faisant l'objet de la présente évaluation thématique, une évaluation approfondie portant sur des programmes spécifiques n'aurait pas permis de procéder à l'évaluation de vaste portée et à l'échelle du Secrétariat tout entier qui était nécessaire pour déterminer les moyens de renforcer l'Organisation en tant qu'institution reposant sur le savoir et sur le partage du savoir.

18. Dans l'ensemble, les opinions formulées quant à l'avenir des évaluations thématiques se sont avérées positives, et l'on s'accorde à penser que le BSCI est bien placé pour continuer de mener ces évaluations. Les réponses reçues des acteurs et des États Membres lors de l'enquête de satisfaction de la clientèle témoignent de l'appui général recueilli par les évaluations thématiques. En outre, en ce qui concerne l'enquête menée à l'échelle du Secrétariat par le BSCI dans le cadre de son rapport annuel sur le thème « Meilleure application des conclusions et évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale », pratiquement tous les responsables de programme qui ont répondu à l'enquête sont d'avis que le BSCI devrait continuer à mener des évaluations thématiques à l'avenir.

V. Conclusion

19. Le BSCI estime que l'évaluation thématique pilote sur « L'évaluation des liens entre les activités du siège et les bureaux extérieurs : examen des pratiques optimales en matière d'élimination de la pauvreté dans le cadre de la Déclaration du Millénaire » a constitué une évaluation pertinente et utile à l'échelle du système d'une question qui est importante pour le système des Nations Unies. Les avis formulés au sujet de cette évaluation ont été positifs, et on a tout particulièrement fait valoir que l'évaluation était de haute qualité, opportune, axée uniquement sur les questions systémiques et qu'elle constituait une analyse institutionnelle précieuse de la cohérence administrative. Tout en reconnaissant que le rapport comportait des limites, le BSCI a relevé qu'aucun autre bureau chargé de l'évaluation au sein du Secrétariat de l'ONU n'était à même d'entreprendre une évaluation multisectorielle de cette nature. Les évaluations de la coordination et de

l'harmonisation font partie intégrante du plan de travail d'évaluation, lequel fournit des informations solides et bien fondées qui répondent aux besoins des États Membres et des directeurs de programme et leur permettent de la sorte de procéder à une évaluation objective et fiable des éléments d'information aux fins de la prise de décisions stratégiques et de l'amélioration des programmes. En conclusion, le BSCI considère que l'expérience de l'évaluation thématique pilote est suffisamment positive pour justifier que des évaluations thématiques soient menées régulièrement à l'avenir.

Le Secrétaire général adjoint
au Bureau des services de contrôle interne
(*Signé*) Inga Britt **Ahlenius**
